



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du Pilotage  
et de l'Animation Interministérielle**

**Arrêté n° 93/2025/ENV du 2 DEC. 2025**  
**mettant en demeure la société SARL PIERRE FOURNET ET FILS, de respecter des**  
**prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

**LE PRÉFET DES VOSGES**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-8, L. 511-1, L. 512-6-1, R. 511-9, R. 512-39 et suivants et R. 512-75-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Blaise GOURTAY en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23/62 portant autorisation d'ouverture des Etablissements classés exploités par M. Jean FOURNET à Saint-Blaise (commune de MOYENMOUTIER) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1314/2014 du 18 juillet 2014 portant constitution de garanties financières, pour la mise en sécurité du site exploité par la société Pierre Fournet et Fils SARL sur le territoire de la commune de Moyenmoutier ;
- Vu le récépissé n° 105/71 du 13 décembre 1971 délivré à Monsieur Jean Fournet pour un dépôt d'hydrocarbures de 2ème catégorie de 40 000 litres à Moyenmoutier ;
- Vu le récépissé n° 40/75/SPSD du 04 septembre 1975 délivré à Monsieur Jean Fournet pour un dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie pour 70 000 litres supplémentaires à Moyenmoutier ;
- Vu la notification d'arrêt définitif des installations classées datée du 27 juin 2023 ;
- Vu le rapport de diagnostic des sols référencé n° T230038464-B rédigé par APAVE et daté du 14 février 2024 ;
- Vu le rapport de diagnostic de la qualité des eaux souterraines référencé n° T240219398, rédigé par APAVE et daté du 16 juillet 2024 ;
- Vu le rapport en date du 03 octobre 2025, rédigé par l'inspection des installations classées transmis à l'intéressé par courrier le 22 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, faisant suite à la visite du 05 septembre 2025 de la société SARL Pierre Fournet et Fils, situé au 180 rue de la Saline à Moyenmoutier (88420) ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis en date du 22 octobre 2025 par courrier avec accusé de réception et reçu le 27 octobre 2025 par la société SARL Pierre Fournet et Fils, en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations émises par courriel par l'exploitant sur ce projet d'arrêté, en date du 14 et 19 novembre 2025 ;

Considérant que la notification de cessation d'activité transmise par l'exploitant prévoyait la finalisation des opérations de mise en sécurité de l'établissement le 31 décembre 2023 ;

Considérant que l'article R. 512-75-1-IV du code de l'environnement prévoit les mesures de mise en sécurité suivantes :

*« IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :*

*1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;*

*2° Des interdictions ou limitations d'accès ;*

*3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*

*4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.*

*En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. » ;*

Considérant que l'article R. 512-39-1-III du code de l'environnement prévoit la transmission d'une ATTES-SECUR :

*« III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.*

*L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...] » ;*

Considérant que l'article R. 512-39-3-I du code de l'environnement prévoit que le mémoire de réhabilitation et l'ATTES-MEMOIRE soient transmis dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif :

*« I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]*

*Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512- 75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :*

*1° Les objectifs de réhabilitation ;*

*2° Un plan de gestion comportant :*

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site. [...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...] » ;

Considérant que lors de la visite du 05 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le site n'est pas mis en sécurité :

- des tas de terres polluées et de déchets en mélange, issus de l'excavation et du criblage de la couche superficielle du sol, sont présents sur le site ;

Considérant qu'il a été constaté le défaut de transmission des documents suivants, ce qui constitue des non-conformités aux articles du code de l'environnement sus-considérés :

- l'exploitant n'a pas transmis d'ATTES-SECUR ;
- l'exploitant n'a pas transmis de mémoire de réhabilitation accompagné de l'ATTES-MEMOIRE ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;



Considérant que face aux manquements sus-considérés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARL PIERRE FOURNET ET FILS de respecter les prescriptions des articles R. 512-39-1-III, R. 512-39-3-I, R. 512-75-1-IV du Code de l'environnement ;

Considérant que la société SARL PIERRE FOURNET ET FILS, a émis des observations au sujet du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 27 octobre 2025 ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** – La société SARL Pierre Fournet et Fils (SIRET 493 913 271 00018), dont le siège social est situé Saint Blaise – 180 rue de la Saline à Moyenmoutier (88420), est mise en demeure de respecter sous un délai de dix mois, pour l'exploitation de ses installations de tri et transit de métaux et batteries, qu'elle exploite à la même adresse, les prescriptions des articles R. 512-75-1-IV, R. 512-39-1-III et R. 512-39-3-I du code de l'environnement sus-considérés.

Le délais ci-dessus est défini à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – La Secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARL Pierre Fournet et Fils, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la mairie de Moyenmoutier.

Fait à Épinal, le 2 DEC. 2025

Le préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.